La nouvelle donne énergétique autour de la mer caspienne : une perspective géopolitique

Frédéric GRARE

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/111>

DOI : 10.4000/cemoti.111

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Frédéric GRARE, « La nouvelle donne énergétique autour de la mer caspienne : une perspective géopolitique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/111> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.111>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Tous droits réservés

La nouvelle donne énergétique autour de la mer caspienne : une perspective géopolitique

Frédéric GRARE

- 1 La chute de l'Empire soviétique et l'émergence de nouveaux producteurs d'énergie indépendants a considérablement accru l'importance du bassin de la mer Caspienne dans la nouvelle configuration internationale. Elle a notamment ouvert de nouvelles perspectives dans le domaine de la géopolitique de l'énergie.
- 2 L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan reposeraient en effet sur les plus importantes réserves inexploitées de pétrole et de gaz de la planète. Jadis relativement marginales à l'intérieur du système soviétique, ces républiques périphériques sont aujourd'hui au centre d'une lutte d'influence entre la Russie et les puissances occidentales et s'efforcent tant bien que mal de profiter de cette situation pour s'affirmer comme acteurs indépendants.
- 3 Le développement de la production du pétrole et du gaz de la région de la Caspienne est largement dépendant de la situation géopolitique des pays producteurs et des pays de transit. La stabilité politique des uns et des autres est en effet loin d'être assurée. Elle dépend pour partie de leur capacité à dégager les moyens d'une indépendance réelle grâce à l'exploitation des ressources du sous-sol. Les conséquences de celle-ci pourraient en retour affecter en profondeur la donne politique régionale.
- 4 Le présent article se propose d'examiner le processus d'émergence graduelle du bassin de la Caspienne comme nouvel enjeu des relations internationales. Après avoir brièvement décrit l'historique des tentatives d'appropriation des ressources de son sous-sol par les groupes d'intérêts régionaux et internationaux, il s'efforce d'analyser les politiques suivies par les acteurs en présence à la lumière de leurs enjeux respectifs. Il dégage enfin quelques conclusions quant à l'avenir des rapports de force internationaux dans la région.

Les ressources estimées

- 5 Le bassin de la mer Caspienne (plateau continental et zones adjacentes) renfermerait le troisième plus important gisement pétrolier après ceux du golfe Persique et de la Sibérie. Les réserves prouvées sont de l'ordre de vingt milliards de barils pour le pétrole, et d'au moins sept trillions de mètres cubes de gaz. Les réserves estimées seraient de l'ordre de dix à quinze milliards de barils¹. Les gisements azéris de la mer Caspienne recèleraient entre 4 et 4,5 milliards de barils de pétrole tandis que, selon certains experts, le sous-sol du Kazakhstan serait dépositaire de quelque 2,2 milliards de barils. Cette quantité pourrait être multipliée par deux si l'on prend en compte les gisements non explorés de la mer Caspienne². Le Turkménistan quant à lui repose sur des réserves de gaz dont l'estimation varie entre 15.500 et 21.000 milliards de m³. Il rêve déjà de devenir le Koweït de l'Asie centrale³.

Convoitises occidentales

- 6 Un tel potentiel ne pouvait manquer d'attiser les convoitises. Les compagnies pétrolières internationales affluèrent. Les tractations s'étaient à vrai dire engagées bien avant la fin de l'URSS. La compagnie américaine Chevron commença à négocier avec Moscou dès la fin des années 1980. En 1990 Amoco fut choisi par le Kremlin comme premier investisseur occidental dans la région. C'est toutefois à partir de 1992 que les contrats commencèrent à se multiplier. En février 1992, Elf Aquitaine obtint une concession d'exploration-production de quelques 20.000 km² sur le site d'Aktiubinsk au Kazakhstan. En mai de la même année, Chevron parvint à un accord pour l'exploitation du champ de Tenguiiz. Le contrat, d'un montant de quarante milliards de dollars, portait sur vingt ans. En juin 1993 enfin, un consortium de six compagnies internationales (Total, British Gas, Agip, Shell, British Petroleum et Statoil) signa un accord préliminaire de prospection sismologique sur 100.000 km² dans la zone de Listau. C'est toutefois autour de deux sites que la lutte allait se circonscire: les gisements offshore de Chirag, Azeri et Guneshli en Azerbaïdjan et celui de Tenguiiz au Kazakhstan.

La bataille des oléoducs⁴Le "contrat du siècle" et ses avatars

- 7 La foire d'empoigne pour le contrôle du pétrole de la Caspienne commença en 1991, après qu'Amoco (Etats-Unis) eut découvert les gisements de Chirag, Azeri et Guneshli. British Petroleum (Grande-Bretagne) et Statoil (Norvège) notamment souhaitèrent immédiatement s'associer à la production. C'est dans ces conditions que fut formée en 1993, l'Azerbaïdjan International Operating Company (AIOC), consortium à majorité américaine et britannique regroupant, outre les compagnies déjà citées, Lukoil (Russie), TPAO (Turquie), UNOCAL (Etats-Unis), Mc Dermott (Etats-Unis), Pennzoil (Etats-Unis), Ramco (Grande-Bretagne), Delta Nimr (Arabie Saoudite). La compagnie nationale azerbaïdjanaise, la SOCAR, possédait au départ 20% des parts. Dans l'incapacité toutefois de faire face aux besoins de financement, elle céda la moitié de celles-ci à Exxon (Etats-Unis) ainsi qu'à TPAO (Turquie)⁵. L'Iran fut exclu du consortium sous la pression américaine. L'AIOC signa un accord en septembre 1994 avec les autorités azéries. Il fut aussitôt qualifié par les médias de "contrat du siècle" pour l'exploration des trois gisements offshore mentionnés ci-dessus⁶.
- 8 Le plus difficile restait cependant à faire acheminer le pétrole vers les marchés. Plusieurs tracés étaient, jusqu'à une date récente, en concurrence:
- 9 - une route nord traversant la Géorgie puis la Turquie en contournant l'Arménie;

- 10 - une route traversant l'Iran et la Turquie jusqu'au port de Yumurtalik sur la Méditerranée;
- 11 - un oléoduc traversant en ligne droite l'Arménie puis la Turquie jusqu'à Yumurtalik;
- 12 - la reconstruction de l'ancien oléoduc russe longeant le flanc nord du Caucase jusqu'au port russe de Novorossiisk constituait enfin une quatrième option⁷.
- 13 La prédominance des compagnies américaines au sein de l'AIOC excluait d'emblée l'option iranienne tandis que la persistance du conflit du Haut Karabakh rendait, en dépit d'un cessez-le-feu fragile, la réalisation d'un tracé direct à travers l'Arménie et la Géorgie hasardeuse. Le choix se réduisit donc à une alternative unique entre l'option nord par la Russie et un tracé traversant la Géorgie et la Turquie mais évitant l'Arménie. Pris au piège des intérêts divergents de leurs propres compagnies pétrolières, les Occidentaux, en l'occurrence la Grande-Bretagne et les Etats-Unis firent pression pour le choix d'un double tracé. Le président américain, Bill Clinton, intervint directement en ce sens auprès de son homologue azéri, Heydar Aliiev, tandis que Tansu Çiller, alors premier ministre de Turquie menaçait de "fermer" les détroits si une route unique à travers la Russie était choisie⁸. La détermination russe ne fut pas moindre. Principale compagnie pétrolière russe, Lukoil proposa d'acheter la totalité du pétrole produit pour diminuer l'attractivité d'un tracé à travers la Géorgie. La balance pencha finalement en faveur du double tracé. La décision fut annoncée, à Bakou, le 9 octobre 1995.

L'oléoduc kazakh

- 14 Moins politique mais plus longue encore fut la bataille livrée pour le tracé d'un oléoduc désenclavant le gisement de Tengiz. Seul le financement était en cause, le tracé de l'oléoduc devant nécessairement passer par la Russie vers le port de Novorossiisk sur la Mer Noire. Le contrat fut signé en mai 1992 par Chevron et le gouvernement kazakh pour l'exploitation du gisement de Tengiz. Il donna lieu en juin suivant à la création du "Caspian Pipeline Consortium" (CPC). La "Oman Oil Company" entra alors dans le consortium composé par ailleurs de la Russie et du Kazakhstan. Le contrat initial n'avait toutefois été accompagné d'aucun accord pour la construction d'un oléoduc. La compagnie omanaise accepta alors, en accord avec Almaty et Moscou, d'assurer le leadership dans le financement de la construction d'un pipeline⁹. Elle fut toutefois incapable d'investir les sommes requises¹⁰. Le consortium essaya dès lors de convaincre Chevron de financer la quasi totalité du projet en échange d'une participation de 25%¹¹. La situation ne se débloqua qu'en mars 1996, lorsque les trois partenaires du consortium acceptèrent de réduire leur participation, à 50%. Oman voyait sa propre participation réduite à 10%, contre la construction du pipeline par Chevron¹². D'autres investisseurs privés vinrent alors se joindre au consortium. Un nouvel accord fut signé en décembre 1996. Les 50% réservés aux pays membres se répartissaient entre la Russie (24%), le Kazakhstan (19%) et Oman (7%). Du côté des compagnies privées, Chevron obtenait 15%, la compagnie américaine Mobil Oil 7,5%, Lukoil 12,5%, la "joint-venture" Transneft-Shell 7,5%, British Gas 2%, la compagnie américaine Onix 1,75%, et Munaigaz du Kazakhstan 1,7%.
- 15 La Russie était la principale bénéficiaire de cette restructuration. Si elle perdait 1% au titre d'Etat membre, elle obtenait en revanche 20% supplémentaires par le biais de ses deux compagnies¹³.

Enjeux et politiques

- 16 Trois catégories d'Etats, constituant autant de cercles concentriques autour du bassin de la Caspienne, sont impliquées dans la lutte pour le contrôle des ressources de son sous-sol: les Etats producteurs ayant succédé à l'Union soviétique, soit la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan; les Etats susceptibles de servir de voies de transit, c'est-à-dire la Russie, l'Iran et la Turquie; les Etats, ou les groupes d'Etats, consommateurs d'énergie, c'est-à-dire les Etats-Unis, l'Europe et le Japon¹⁴. Les intérêts de chaque Etat varient à l'évidence selon son appartenance à l'une ou l'autre de ces catégories.

Les attentes des pays producteurs

- 17 Les gisements de la Caspienne constituent à l'évidence une bénédiction pour les républiques nouvellement indépendantes de l'ex-URSS. Ils pourraient leur procurer les moyens d'un développement autonome et, consécutivement, la possibilité d'une relative indépendance. Engagés par ailleurs, quoi qu'à des degrés divers, dans un processus de transition vers l'économie de marché, les Etats considérés voient dans la manne pétrolière et gazière le moyen de sortir de la spirale de l'inflation et du chômage qui fragilisent les régimes en place, dont la légitimité reste encore bien souvent à établir. Or, si les revenus que ne manquerait pas de dégager l'exploitation de ces ressources ne sont encore que potentiels, la seule présence de ces dernières permettent d'ores et déjà à certains Etats de bénéficier d'une aide internationale importante. Deux conférences, organisées à Paris à l'automne 1995 et présidées par la Banque mondiale, aboutirent à des promesses d'assistance de 2,5 milliards de dollars pour les riverains de la Caspienne¹⁵.

L'Azerbaïdjan

- 18 Le pétrole n'est pas un phénomène nouveau pour l'Azerbaïdjan qui en était le premier producteur mondial à la fin du siècle dernier. Depuis de nombreuses années toutefois, cette production est en déclin. Elle atteint en 1995 son niveau le plus bas avec une production de 9,1 millions de tonnes. De plus, depuis la fin de l'URSS, l'Azerbaïdjan connaît malgré son potentiel, une pénurie d'énergie qui va s'accroissant. Ses besoins en électricité notamment ne sont plus satisfaits. Nombre de ses centrales thermiques fonctionnant au gaz, l'Azerbaïdjan doit, en raison du déclin de sa production recourir à des importations coûteuses. Fortement endetté, il est sujet à des difficultés d'approvisionnement croissantes. Lui-même en mal de devises, l'Iran a ainsi cessé ses livraisons en mars 1995 tandis que la Russie ne fournit plus de gaz à l'Azerbaïdjan depuis bientôt trois ans¹⁶.
- 19 Le retour à Bakou des grands pétroliers internationaux devrait permettre à l'Azerbaïdjan de redevenir auto-suffisant et d'obtenir les devises nécessaires au développement de son économie. L'apport de capitaux, mais également les transferts de technologies occidentales devraient notamment contribuer au redressement d'une industrie dont la production a baissé de 36% entre 1990 et 1994¹⁷. Cette amélioration devrait être particulièrement sensible dans le domaine de la pétrochimie dont les capacités de raffinage sont actuellement sous-exploitées.

Le Kazakhstan

- 20 Le Kazakhstan mise également sur ses réserves d'hydrocarbures pour sortir son économie du marasme. Il espère notamment mettre un terme à la pénurie d'électricité et sortir de sa dépendance énergétique vis-à-vis du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de la Russie auprès desquels il importe 13 milliards de m³ de gaz par an.

- 21 Manquant des capitaux nécessaires à la réalisation de ses objectifs -les investissements nécessaires au développement des infrastructures énergétiques sont estimés à 32 milliards de dollars¹⁸-, Almaty souhaite attirer le plus possible de partenaires occidentaux ce qui lui permettrait, en outre, d'obtenir le soutien politique des Etats d'origine des compagnies investissant sur son territoire.

Le Turkménistan

- 22 Pays faiblement peuplé, le Turkménistan attend tout de l'exploitation de ses réserves d'hydrocarbures qui devraient lui fournir les moyens d'un développement durable. Aussi de gigantesques projets sont-ils à l'étude:
- 23 - un premier projet envisage la construction d'un gazoduc qui relierait le Turkménistan à l'Inde en traversant l'Afghanistan et le Pakistan;
- 24 - un second projet envisage la construction d'un gazoduc transitant par l'Iran, la Turquie et les Balkans vers l'Europe;
- 25 - un dernier projet enfin, envisage l'acheminement du gaz turkmène par un gazoduc traversant toute l'Asie centrale et la Chine et aboutissant sur le littoral chinois avant d'être transporté par bateau vers le Japon. Ce projet est cependant jugé démesuré. Il a peu de chances de voir le jour¹⁹.
- 26 La mise en valeur de ses capacités requiert toutefois des investissements que le Turkménistan est incapable de fournir seul. Or les grandes compagnies internationales semblent peu pressées d'investir. L'embargo américain contre l'Iran explique sans doute cette réticence mais la crainte de la saturation du marché du gaz en Europe n'y est pas non plus étrangère. De fait, le seul projet à connaître aujourd'hui un début de réalisation concerne un gazoduc traversant l'Afghanistan pour rejoindre le Pakistan. Les compagnies UNOCAL (Etats-Unis) et Delta Oil (Arabie Saoudite) ont conclu un accord de quelque 3 milliards de dollars pour la réalisation du projet tandis qu'un second accord d'un montant de 5 milliards de dollars, pour la construction d'un oléoduc vers l'Inde et traversant l'Afghanistan est actuellement en cours d'examen²⁰. Ces projets se heurtent toutefois à la persistance de la rivalité indo-pakistanaise et surtout à la continuation de la guerre civile en Afghanistan²¹.

Les Etats d'acheminement

- 27 Pour ces Etats, l'obtention d'un pipeline, oléoduc ou gazoduc, constitue tout à la fois une source de devises et un moyen de pression considérable sur les Etats clients.

La Russie

- 28 Pour la Russie, les enjeux sont tout à la fois économiques et stratégiques. Moscou estime avoir droit à une "juste part"²² des ressources de son "étranger proche" mais redoute en même temps que les puissances occidentales, attirées par la manne pétrolière, et dont les capitaux lui sont par ailleurs nécessaires pour moderniser sa propre industrie, ne soient tentées de la rejeter hors de la région en encourageant les nationalismes locaux et les mouvements sécessionnistes. Moscou entend également contrôler les voies d'exportation du pétrole pour contrôler les pays producteurs de la CEI conformément au décret signé par Boris Eltsine le 14 septembre 1995²³. Ceci lui permet par ailleurs de conserver un moyen de pression sur l'est européen (notamment l'Ukraine), dans le droit fil des politiques suivies pendant la guerre froide²⁴. Parallèlement, il est dans l'intérêt de la Russie de permettre le développement des républiques de son ancien empire, rongé par de graves crises économiques et sociales, grâce aux revenus générés par les ressources de leur sous-sol et d'empêcher ainsi

l'émergence d'une zone de troubles sur la frontière la plus faible de la Fédération. Le lien entre énergie et sécurité est donc explicite. Il trouve son expression la plus nette dans la guerre de Tchétchénie, dont l'une des causes fut la volonté russe de conserver le contrôle de l'oléoduc passant par Groznyï et reliant l'Azerbaïdjan au port russe de Novorossiisk. Après un cessez-le-feu au mois d'août, un accord fut finalement signé le 25 septembre 1996 prévoyant le retrait des troupes russes de Tchétchénie et le report de cinq ans de toute discussion sur le statut politique du pays.

- 29 La politique russe connut une brève période d'hésitation dans les mois qui suivirent l'effondrement de l'URSS. La Russie fut tentée de se retirer et de laisser les Etats de la région construire un système énergétique indépendant avec des partenaires occidentaux. Elle accepta alors de réduire sa présence militaire et de partager ses avoirs économiques avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan²⁵. Ce phénomène eut l'avantage d'ouvrir la porte aux investisseurs étrangers. Dès lors, qu'elles qu'aient été les velléités de Moscou de tenter de reprendre le contrôle total du bassin de la Caspienne²⁶, il devint plus intéressant de négocier avec les nouveaux Etats indépendants de la région. La situation créée dans la perspective de l'afflux de capitaux occidentaux permettait en effet à la Russie d'obtenir la modernisation de l'industrie pétrolière de l'Asie centrale tout en conservant une part importante de ses ressources énergétiques²⁷. Aussi émergea progressivement l'idée que la Russie pouvait jouer le rôle de garant de la sécurité de la région, détenant des parts dans les investissements régionaux clés, mais n'empêchant pas les Etats de la Caspienne de renforcer (relativement) leur indépendance économique en vendant une part substantielle de leurs ressources à des compagnies occidentales.
- 30 Reste le problème du transport du pétrole et du gaz d'Asie centrale. L'intensité de la lutte pour la définition du tracé des nouveaux oléoducs ainsi que la brutalité de l'intervention russe en Tchétchénie, en disent long sur la détermination russe à conserver le contrôle des ressources énergétiques de la région. Lors des négociations pour la construction d'un nouvel oléoduc destiné au transport du pétrole kazakh, Moscou fit clairement comprendre à Almaty que "si cet oléoduc traversait la Turquie comme le désiraient les Kazakhs et non la Russie, elle se trouverait dans l'impossibilité d'exporter les 400 000 barils que les Kazakhs s'efforcent actuellement d'exporter"²⁸. Le Kremlin mit par ailleurs en avant la dette énergétique de quelque 1,5 milliard de roubles contracté par le Kazakhstan à son égard. Cette impossibilité disparut toutefois lorsque les Kazakhs accédèrent à la demande russe.
- 31 La Russie alla jusqu'à pratiquer une véritable politique d'extorsion à l'égard de l'Azerbaïdjan, affirmant notamment qu'elle serait incapable de garantir le transport sans encombre du pétrole et du gaz russe dans les zones troublées de la Tchétchénie et de la Géorgie si l'Azerbaïdjan ne cédait pas gratuitement 10% au moins du capital de la compagnie créée pour exploiter les gisements de la mer Caspienne à Lukoil, la principale entreprise pétrolière russe²⁹.
- 32 Dans la véritable bataille diplomatique qui s'engagea ensuite pour le tracé des oléoducs azéris, la Russie pesa de tout son poids. Iouri Chafranik, ministre russe de l'Energie, fit notamment savoir que le Kremlin n'hésiterait pas à "utiliser le pétrole comme une arme si les intérêts vitaux de Moscou étaient menacés"³⁰. Il faisait là allusion aux intérêts des compagnies pétrolières américaines en Sibérie. Alors même que la compagnie russe Lukoil était partie prenante, le Kremlin fit connaître son opposition à

l'accord d'exploitation signé en septembre 1994 par l'Azerbaïdjan et un consortium international.

- 33 Il reste difficile cependant d'estimer la mesure dans laquelle le résultat des premiers accords passés, et notamment celui concernant le double tracé de l'oléoduc destiné à l'exportation du pétrole azéri, furent une concession aux intérêts russes. Tant le Département d'Etat américain que certaines compagnies membres du consortium chargé de l'exploitation du pétrole azéri ont dès le début favorisé une option russe qui présente l'avantage d'un moindre coût, la plupart des infrastructures existant déjà. Force est toutefois de constater qu'ils s'inscrivent dans les desseins de Moscou quand bien même les incertitudes géopolitiques pesant sur le tracé laissent augurer que d'autres développements pourraient intervenir.

L'Iran

- 34 L'intérêt de l'Iran au désenclavement des ressources énergétiques de l'Asie centrale et du Caucase est triple. Il espère tout d'abord sortir de la sévère crise économique et sociale à laquelle il est confronté et qui menace sa propre stabilité. Il entend également profiter de sa situation géographique pour devenir le passage obligé du commerce avec l'Asie centrale et le Caucase. Il entend enfin favoriser la reconnaissance de son statut de grande puissance régionale³¹.
- 35 Souhaitant devenir la route préférentielle pour l'exportation du pétrole et du gaz de la Caspienne, l'Iran s'est efforcé de renforcer ses relations avec l'ensemble des Etats de la région. Ceci à travers la signature d'accords bilatéraux sur les pipelines, mais également par la construction de routes, de voies ferrées et l'établissement de liaisons maritimes et aériennes³². Afin de ne pas effrayer ses nouveaux voisins par la peur de la contagion islamiste, il a par ailleurs adopté un profil bas sur le plan idéologique.
- 36 La volonté de Téhéran de devenir une puissance géo-économique majeure dans la région se heurte néanmoins pour le moment à la détermination de Washington de maintenir l'Iran dans un statut d'"Etat paria". Le fait le plus marquant à cet égard se produisit avant même que le président américain Bill Clinton ait décrété un embargo contre l'Iran, le 30 avril 1995. Il concerna l'accord signé à Téhéran en août 1994 avec le Turkménistan en présence de représentants de la Turquie, de la Russie et du Kazakhstan pour construire un gazoduc allant du Turkménistan à l'Europe. Les objections américaines mirent fin aux espoirs de la République islamique.
- 37 Les relations de l'Iran avec la Russie sont en revanche plus ambiguës. Alors qu'il partage le point de vue russe sur le statut légal de la mer Caspienne, Téhéran ne protesta pas lors de la signature par l'Azerbaïdjan du "contrat du siècle" en septembre 1994. En novembre, l'Iran obtint même un quart des vingt pour cent des parts de capital détenues par l'Azerbaïdjan dans le consortium chargé de l'exploitation des gisements azéris³³, démontrant ainsi l'importance qu'il attachait à ses relations avec l'Azerbaïdjan mais en avril 1995, Téhéran fut exclu du consortium sous la pression américaine. S'il se vit offrir par l'Azerbaïdjan des compensations dans un autre projet pétrolier, l'Iran n'en fut pas moins humilié. Il réagit en réaffirmant sa position initiale, similaire à la position russe, sur le statut de la Caspienne, impliquant notamment l'accord de tous les Etats littoraux pour tous développements offshore³⁴. S'esquissa alors un axe Moscou-Téhéran, qui se manifeste également par une coopération accrue dans le domaine des ventes d'armes et de sous-marins, bientôt rejoint par le Turkménistan, désireux lui aussi de contrer l'accord entre l'Azerbaïdjan et le consortium dirigé par les Occidentaux³⁵.

38 L'Iran n'est aujourd'hui réellement impliqué que dans des accords secondaires. Des accords de troc existent ainsi avec l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan dans le domaine pétrolier. Ses propres champs pétroliers sont en effet situés dans le sud du pays. Le pétrole peut aisément être expédié par bateau vers les marchés internationaux. L'essentiel de la demande interne vient en revanche du nord du pays, plus peuplé, qu'approvisionnent donc le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Les devises dégagées par les exportations sont ensuite rétrocédées aux pays producteurs au prorata des quantités de pétrole fournies. Des accords similaires existent avec le Turkménistan pour le gaz.

La Turquie

39 Les intérêts de la Turquie sont tout d'abord stratégiques. Les droits de transit que rapporterait le passage des oléoducs centre-asiatiques, ne compenseraient que partiellement les coûts de construction des infrastructures³⁶. La Turquie entend donc d'abord profiter du pétrole de l'Asie centrale et du Caucase pour sortir de sa dépendance à l'égard du Moyen-Orient. Sa politique s'inscrit toutefois dans une perspective plus large. Il s'agit pour Ankara de faire de la Turquie un pont entre l'Asie centrale et l'Europe et revaloriser aux yeux des Etats-Unis une situation stratégique quelque peu dévaluée par l'effondrement de l'URSS. Les considérations économiques ne sont pas absentes pour autant. La production turque de pétrole est de 82.000 barils par jour, soit à peine 18% de la demande domestique totale³⁷. Ankara doit de plus faire face au manque à gagner résultant de l'embargo des Nations Unies contre l'Irak.

40 Dès 1993, la Turquie chercha à restreindre la liberté de passage des pétroliers en provenance de la mer Noire par le détroit du Bosphore, réclamant en vain une révision du traité de Montreux de 1936, régissant le statut des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Une collision entre deux cargos chypriotes à l'entrée du Bosphore, le 13 mars 1994, lui fournit toutefois l'occasion de faire pression sur les différents protagonistes en ralentissant le trafic des navires dans le Bosphore. Ankara promulgua le 1er juillet 1994 une réglementation visant à ordonner la circulation dans le détroit³⁸. Moscou réitéra alors sa position sur le statut juridique de la mer Caspienne rappelant que celui-ci contraignait les Etats riverains à une exploitation commune des ressources de son sous-sol. Ceci remettait en question les accords conclus en septembre 1994 entre l'Azerbaïdjan et le consortium international.

41 C'est en définitive l'appui de Washington lors de la signature de l'accord de Bakou du 9 octobre 1995 qui permettra à la Turquie d'obtenir une décision de double tracé favorable à ses intérêts. En attendant la construction de l'oléoduc qui devrait rallier le port de Poti en Géorgie, à celui de Yumurtalik, dans le golfe de Ceyhan, Ankara se porte acquéreur de toutes les quantités de pétrole qui parviennent au port géorgien de Batoumi.

42 L'hypothèque kurde pèse cependant lourdement sur les projets turcs. Le sud de la Turquie est en effet soumis depuis plus de dix ans à une insurrection du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Celui-ci s'est déjà attaqué à plusieurs reprises aux oléoducs irakiens traversant cette zone. Sans doute faut-il chercher là les motifs de la double politique suivie par Ankara depuis quelques mois :

43 * Engagée dans une politique de répression féroce, Ankara n'hésita pas, en raison de la faiblesse du régime de Saddam Hussein, à poursuivre ses opposants kurdes jusque sur le territoire irakien. Cette "invasion" lui permettait de plus de s'assurer du contrôle du pétrole du Kurdistan irakien.

- 44 * Les dirigeants turcs semblent par ailleurs vouloir donner des gages de bonne volonté à leur population kurde (et plus encore à l'Union européenne) en reconnaissant les fêtes traditionnelles kurdes et en lui promettant la légalisation de l'enseignement de sa langue³⁹. Les rancœurs accumulées au cours des années passées jointes au soutien accru d'une partie de l'opinion publique internationale à l'égard des Kurdes laisse toutefois mal augurer du succès de cette dernière politique comme l'atteste la continuation des attentats terroristes du PKK.

Les Etats consommateurs d'énergie

- 45 Les intérêts de cette dernière catégorie d'Etats sont les plus complexes. S'ils cherchent d'abord à maximiser les intérêts de leurs compagnies pétrolières ou gazières, ils s'efforcent également de diminuer leur dépendance énergétique vis-à-vis des pays producteurs en diversifiant leurs approvisionnements. Ils doivent pour ce faire passer outre aux obstacles mis à leurs ambitions par les Etats producteurs ou "transporteurs" et sont parallèlement engagés dans une compétition entre eux pour le renforcement ou la diminution de leur dépendance stratégique relative.

Les Etats-Unis : une politique incertaine

- 46 Les Etats-Unis se sont jusqu'à présent montrés hésitants sur l'attitude à adopter à l'égard des républiques nouvellement indépendantes de la Caspienne. Leur préoccupation principale dans la région reste la Russie. Les développements pétroliers et gaziers en Asie centrale et au Caucase n'affectent à l'évidence pas leurs intérêts vitaux. 45% des besoins des Etats-Unis en pétrole sont cependant satisfaits par des exportations dont 40% proviennent du Moyen-Orient. Sans doute cette situation pourrait-elle être considérablement modifiée si les Etats-Unis décidaient d'exploiter leurs propres ressources pétrolières de manière plus conséquente, mais la tendance va, pour l'heure, vers une augmentation de leur dépendance vis-à-vis de l'étranger. D'où la nécessité pour eux d'un accès à de nouvelles sources d'énergie⁴⁰. Parallèlement, le Département d'Etat semble déterminé à empêcher l'approfondissement des liens entre l'Iran et l'Asie centrale. Enfin, les conflits d'intérêts des compagnies américaines compliquent encore la tâche des décideurs⁴¹.
- 47 La politique américaine évolue donc entre un ensemble de contraintes partiellement contradictoires. Elle s'est limitée dans un premier temps à quelques pressions pour l'ouverture de la zone aux capitaux étrangers⁴². Les efforts initiaux de la Turquie et des gouvernements concernés de la région pour impliquer les Etats-Unis dans la partie en train de se jouer sur les rives de la Caspienne se heurtèrent à la prudence de Washington. En visite dans la capitale américaine où il espérait obtenir le soutien de la Maison Blanche en faveur d'un oléoduc débouchant en Turquie, le président kazakh Nazarbaev se vit opposer une fin de non recevoir : l'oléoduc devait passer par le territoire russe. La compagnie américaine Chevron, impliquée dans le projet, fut chargée d'associer la Russie au projet d'exploitation⁴³. De fait, comme l'écrit Janri Kachia, la politique américaine dans la région au cours de cette période semblait "ne répondre à aucune stratégie, si ce n'est une stratégie d'apaisement envers la Russie et de reconnaissance de ses intérêts et de son influence dans son ancien empire"⁴⁴. Cette tendance était d'autant plus forte qu'il fallait pour les Etats-Unis compenser l'attitude plus agressive adoptée dans la gestion de la crise yougoslave et sur la question de l'élargissement de l'OTAN.
- 48 Cette politique ne changea véritablement qu'après la signature par l'Iran et le Turkménistan, en août 1994, d'un accord pour la construction d'un gazoduc reliant le

Turkménistan et l'Europe⁴⁵ en passant par la Turquie. Le Département d'Etat fit alors obstacle à la mise en oeuvre du projet en menaçant d'interdire aux compagnies américaines de participer à l'exploration de la Caspienne si le gouvernement de l'Azerbaïdjan insistait pour que l'Iran y participe⁴⁶. Il soutint dès lors tout projet alternatif permettant d'isoler l'Iran.

- 49 La guerre en Tchétchénie et la faiblesse politique du président Eltsine renforcèrent la méfiance des Américains à l'égard de Moscou mais élargirent également leur marge de manoeuvre. L'incapacité de l'armée russe à asseoir son contrôle sur la zone traversée par l'oléoduc reliant les champs pétrolifères du Caucase et d'Asie centrale aux ports de la mer Noire affectait la fiabilité de ce dernier tracé mais affaiblissait dans le même temps la crédibilité de la capacité de projection de la Russie au delà de ses frontières. Il devint dès lors politiquement plus facile de soutenir, lors de la signature à Bakou du "contrat du siècle", la solution d'un double tracé qui ouvrait de nouvelles perspectives tout en ménageant relativement la Russie.

L'Europe absente

- 50 Sa vulnérabilité sur le plan énergétique aurait dû inciter l'Europe à profiter de l'aubaine que constituait l'ouverture des républiques de l'ex-URSS pour mener une politique plus active de diversification de ses approvisionnements énergétiques, lui permettant de diminuer le poids du Moyen-Orient et de se libérer partiellement de sa dépendance stratégique à l'égard des Etats-Unis. Bruxelles semble avoir, pour l'heure, opté pour une politique prudente de rapprochement politique avec la Russie à travers une politique de coopération économique, plutôt que pour des accords politiques avec des partenaires de moindre importance, comme l'a fait Washington⁴⁷. L'Europe s'efforce par ailleurs de favoriser l'instauration d'une coopération régionale entre Etats centre asiatiques et de créer les conditions propices aux investissements européens dans la zone. Toutefois, les compagnies européennes engagées dans la compétition en cours autour de la Caspienne sont encore très peu nombreuses. Seules les compagnies britanniques ont jusqu'à présent réussi à tirer leur épingle du jeu, ce qui contribue à renforcer un peu plus la position du seul pays producteur européen d'importance.
- 51 Les évolutions actuelles confèrent par ailleurs à la Turquie un rôle clé dans le transport du pétrole centre-asiatique et transcaucasien qui pourrait générer un certain nombre de problèmes pour l'Union européenne. Le passage d'un oléoduc entre la mer Noire et le port méditerranéen de Yumurtalik dans le golfe de Ceyhan, jointe au passage du pétrole irakien par son territoire et sur lequel elle a par ailleurs renforcé son emprise en "envahissant" le Kurdistan irakien, donne à Ankara un atout majeur dans ses relations avec l'Europe. Ceci ne peut que poser, à court ou moyen terme, des problèmes à l'Union européenne la Grèce n'acceptera en effet pas facilement la mainmise turque sur le pétrole centre-asiatique. Déjà Athènes négocie avec la Russie et la Bulgarie, le transport du pétrole revenant d'Asie centrale ou de Transcaucasie, du port russe de Novorossiisk à celui de Burgas en Bulgarie, lequel serait relié par un oléoduc au port grec d'Alexandroupolis. La Grèce entend ainsi progressivement devenir le centre d'un réseau étendu de pipelines, liant l'Union européenne à l'Iran et à l'ex-Union soviétique. Costas Simitis, alors ministre grec de l'énergie, aurait ainsi déclaré "extending energy transport networks eastwards would change Greece from a regional station to a basic strategic junction for Europe's energy system"⁴⁸. Athènes craint d'être politiquement et économiquement marginalisée si elle n'atteint pas cet objectif. Aussi sa rivalité

traditionnelle avec la Turquie risque-t-elle fort de se renforcer dans les mois et les années à venir, pouvant le cas échéant entraîner des répercussions dans les Balkans.

Conclusions

- 52 La lutte pour le contrôle des matières premières énergétiques du bassin de la mer Caspienne est sans doute loin d'être terminée. Les champs pétroliers qui ont à ce jour fait l'objet d'accords d'exploitation ne constituent qu'une partie de la vingtaine de gisements que recèlerait le sous-sol de la Caspienne. Le contexte géopolitique dans lequel s'inscrivent les accords déjà conclus est par ailleurs encore trop troublé pour que l'on puisse aujourd'hui prédire ce que seront les développements futurs de la Caspienne. Il est toutefois possible de faire un certain nombre d'observations, partiellement contradictoires, à partir des développements en cours et d'en tirer quelques enseignements.

La stabilité introuvable

- 53 Condition première de l'afflux des capitaux occidentaux dans la région, et, consécutivement, du développement énergétique du bassin de la mer Caspienne, la stabilité politique de la zone reste problématique. L'Azerbaïdjan a connu trois présidents en cinq ans et reste, en raison de la persistance du conflit du Haut Karabakh, vulnérable à d'éventuelles tentatives de déstabilisation russes.
- 54 Le Turkménistan et le Kazakhstan restent également très fragiles. En dépit du calme apparent de la population et de l'autoritarisme du président Niazov, le Turkménistan pourrait connaître des troubles dans un avenir proche. Le régime a de plus en plus de mal à tenir ses promesses de fournir gratuitement eau, gaz et électricité tandis que la dépendance alimentaire du pays envers l'extérieur s'est encore accrue ces dernières années en raison de la sécheresse persistante⁴⁹.
- 55 De manière générale, le terme de fracture sociale prend chaque jour plus de sens, entre une fraction de la population totalement engagée dans l'économie privée (souvent à la limite de la légalité) et rapidement enrichie, et l'immense majorité de la population, salariée de l'Etat et dont le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. Une certaine compensation à travers l'économie informelle, une mentalité attentiste héritée de la période soviétique -mais également de la tradition locale-, et l'inexistence d'institutions représentatives expliquent pour l'instant l'absence de mobilisation sociale, mais ne permettent guère de parier sur la stabilité future de la région. La personnalisation et l'autoritarisme croissants des régimes politiques de l'ensemble de la région sont autant une réponse à la faiblesse des institutions qu'une conséquence de la mégalomanie des dirigeants mais sont, ce faisant, autant de signes de leur fragilité.
- 56 En d'autres termes, les conditions nécessaires aux investissements occidentaux dans la région font encore partiellement défaut alors même que ces derniers conditionnent pour partie l'avènement de ces conditions.

La Russie incontournable

- 57 Qu'elles qu'aient été les velléités initiales de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan de s'autonomiser par rapport à la tutelle de la Russie, force est de constater que celle-ci reste pour l'heure incontournable. La perception de ses intérêts économiques et stratégiques, mais également la menace d'une déstabilisation sur son flanc sud ainsi que l'arrivée dans le jeu de la Turquie et des Etats-Unis, ont amené Moscou à réaffirmer sa position au Caucase et en Asie centrale.

- 58 Cette situation est confortée par l'attitude de certains Etats. En raison de la précarité de sa situation interne et de sa vulnérabilité stratégique, le Kazakhstan a ainsi toujours été attaché au maintien d'une structure confédérale, ce qu'il a matérialisé par la signature du traité de confédération conclu avec la Russie et la Biélorussie le 29 mars 1995. Par ailleurs, Moscou joue au mieux des contradictions d'intérêts entre les riverains de la Caspienne. Le Turkménistan, par ailleurs si soucieux d'afficher son indépendance, s'est ainsi rallié à l'axe Moscou-Téhéran pour faire pièce au "contrat du siècle" signé par l'Azerbaïdjan mais reste condamné à n'y jouer qu'un rôle mineur.
- 59 Dans cette perspective, le débat sur le statut juridique de la mer Caspienne (mer ou lac) n'a guère de valeur qu'instrumentale. L'un et l'autre statuts font en effet de la Russie le partenaire incontournable de toute négociation. Le choix en faveur de l'un ou l'acceptation tacite de l'autre lui permet de faire avancer ou au contraire de bloquer la mise en oeuvre des accords déjà conclus au fur et à mesure de l'évolution des circonstances et de ses intérêts, et notamment du débat sur l'élargissement de l'OTAN.
- 60 Déjà détentrice des immenses réserves pétrolières de la Sibérie, la Russie a toute chance, en assurant son contrôle sur le bassin de la mer Caspienne, de devenir le premier pourvoyeur mondial d'énergie au cours du siècle prochain. Elle disposera dès lors des moyens politiques et financiers de sa reconstruction.
- Vers une diminution de l'importance du Moyen-Orient dans la production mondiale d'énergie?
- 61 Si les intérêts représentés par l'émergence de nouveaux producteurs d'énergie autour de la mer Caspienne varient d'un pays à l'autre, ils convergent cependant sur un point : diminuer l'importance du Moyen-Orient, et notamment des pays arabes, dans la production mondiale d'énergie. La prédominance des Etats du golfe Persique parmi les producteurs rend les approvisionnements de l'Occident, Japon compris, extrêmement vulnérables. La possible concentration d'une partie substantielle des réserves de la région entre les mains d'un seul producteur, comme ce fut le cas lors de l'invasion irakienne du Koweït, le risque d'une instabilité politique et sociale de l'Arabie saoudite (premier producteur mondial) menaçant le contrôle des réserves énergétiques du pays, une action militaire pour interrompre le flux pétrolier vers l'extérieur du Golfe, possibilité qu'illustra la "guerre des tankers" lors du conflit Iran-Irak, sont autant de menaces pour la sécurité des approvisionnements occidentaux. Le désenclavement des ressources énergétiques de l'Asie centrale et du Caucase ne supprimerait à l'évidence pas tous les risques mais les réduirait considérablement en diminuant la part de la production mondiale contrôlée par l'OPEP et modifierait par contre-coup les rapports de force au Proche et au Moyen-Orient.
- 62 Le soutien américain au projet pipeline à travers le territoire turc participe au reste de cette dynamique. L'accès direct du pétrole azéri à la Méditerranée permettrait l'approvisionnement d'Israël, de l'Etat palestinien naissant et de l'Egypte. Ceci aurait pour conséquence de permettre un développement de ces pays plus autonome par rapport aux Etats arabes du Golfe, finançant souvent le fondamentalisme islamique. Il contribuerait donc de manière non négligeable à la stabilité du pourtour méditerranéen.
- 63 A l'inverse, les pays membres de l'OPEP, et notamment les pays arabes, devraient être amenés à participer à la lutte en cours et à investir dans la région pour éviter une mainmise totale des Occidentaux sur les richesses du sous-sol. La participation de Oman au consortium du pipeline du Kazakhstan et celle, prévue, de la compagnie saoudienne

Delta Oil à la construction du gazoduc reliant le Turkménistan au Pakistan à travers l'Afghanistan, constituent autant d'indicateurs que les pays de l'OPEP ne se laisseront pas marginaliser sans réagir.

L'Europe: absente du nouveau "Grand jeu"?

- 64 La partie en train de se jouer autour de la mer Caspienne met une fois encore en exergue la faiblesse de l'Europe, dont les compagnies pétrolières, à l'exception notoire des compagnies britanniques, sont peu présentes dans la zone. En dépit des efforts de la Commission européenne pour créer dans la zone des conditions favorables aux investissements ainsi que pour mobiliser les sociétés européennes, la frilosité de ces dernières, la capacité de projection limitée et l'absence de politique étrangère commune se conjuguent pour faire de l'Europe, au moins provisoirement, la grande absente du nouveau "Grand jeu".
- 65 Alors que l'émergence de nouveaux producteurs aurait pu contribuer à diminuer tant sa dépendance à l'égard des producteurs du Moyen-Orient que sa dépendance stratégique à l'égard des Etats Unis, l'Europe se retrouve une fois de plus marginalisée, chaque Etat ayant joué sa carte individuelle.
- 66 Cette situation n'est toutefois pas irréversible. Dans la compétition en cours, ni les Etats-Unis, ni la Russie n'ont acquis d'avantage décisif. L'Europe n'a aucun intérêt à être de nouveau entraînée dans une nouvelle confrontation entre superpuissances, celle-ci dut-elle prendre la forme d'une "paix froide", et ne peut que souhaiter voir les riverains de la Caspienne, dont la plupart sont membres de l'OSCE, accéder à la stabilité économique et politique. Le débat sur l'élargissement de l'OTAN, mais également les questions posées par la non automaticité de l'intervention américaine en cas de conflit sur le territoire européen⁵⁰, lui ouvrent par ailleurs, quoi qu'indirectement, de nouvelles possibilités.
- 67 Sur le premier point, il appartient aux Etats européens membres de l'OTAN d'amener les protagonistes à un compromis permettant ainsi une nouvelle coopération avec la Russie dans des domaines autres que celui de la seule sécurité. L'Europe pourrait alors devenir l'un des partenaires économiques principaux des Etats nouvellement indépendants d'Asie centrale et de Transcaucasie.
- 68 Le second point devrait inciter les Etats membres de l'Union européenne à se doter enfin, fut-ce au sein même de l'OTAN, d'une capacité de projection permettant à l'Union de crédibiliser une politique étrangère commune restant il est vrai encore à formuler. La question du désenclavement des ressources énergétiques de la mer Caspienne pourrait ainsi devenir une occasion de tirer dans les faits les leçons de la guerre du Golfe et du conflit bosniaque, faute de quoi la vulnérabilité énergétique de l'Europe la placera pour longtemps encore sous la dépendance stratégique des Etats-Unis.
- Vers une nouvelle géopolitique de l'énergie?
- 69 Au travers de la lutte actuelle pour le tracé des oléoducs, c'est une véritable réorientation de la géopolitique de l'énergie qui est en jeu. La croissance engendrée par les économies asiatiques devrait à terme générer une pression supplémentaire sur les marchés. Déjà la Chine est passée, en 1994, du statut d'exportateur net à celui d'importateur net et s'inquiète des possibilités de diversification générale de ses sources d'approvisionnement⁵¹, mais plus encore dans sa partie occidentale⁵² où une coopération régionale, notamment avec le Kazakhstan voisin, est envisageable.

- 70 Ces évolutions sont encore plus sensibles dans le domaine du gaz. Des discussions ont d'ores et déjà eu lieu entre la Mitsubishi Corporation, la China Oil Company et la Compagnie turkmène du gaz pour la construction d'un gazoduc de près de 6000 kilomètres qui traverserait l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour relier le Turkménistan à un port sur la mer de Chine où le gaz serait liquéfié avant d'être exporté vers le Japon. Les difficultés soulevées par l'ampleur d'un tel projet éloignent à l'évidence l'horizon de sa réalisation mais d'autres projets, pourraient, à moyen terme, relier l'Asie centrale au sous-continent indien par le biais de projets de réseaux de gazoducs moyen-orientaux, à l'étude ou en cours⁵³. Relier ces différents projets ne poserait, semble-t-il, pas de problèmes techniques insurmontables. De tels développements confèreraient inévitablement à l'Iran un rôle central en raison de sa situation géographique qui en ferait un passage obligé entre l'Asie centrale et le Moyen Orient et déplacerait alors le centre de gravité de ce dernier, de l'Arabie saoudite vers l'Iran.
- 71 L'existence de tels projets se heurte pour l'instant à l'opposition des Occidentaux, ou, plus précisément des Américains qui refusent aujourd'hui à l'Iran le rôle de superpuissance régionale que celui-ci réclame, mais il souligne une tendance irrémédiable. L'accroissement de la demande viendra dans les années à venir de l'Asie, tant en raison de sa démographie que de ses taux de croissance économique. Il est dès lors inéluctable que nous assistions dans les décennies à venir à une réorientation majeure des flux énergétiques vers cette région.

Réserves et production de pétrole et de gaz dans le monde.

	Réserves de pétrole	Production de pétrole	Réserves de gaz	Production de gaz
	Mn tonnes	Mn tonnes	Mn TEP	Mn TEP
Russie	6 600	306,8	43 290	499,9
Azerbaïdjan	200	9,2	90	5,5
Kazakhstan	700	20,5	1 620	5,0
Ouzbekistan	500	7,9	1 710	40,8
Turkmenistan	200	5,0	2 610	27,1
Autres pays de l'ex- URSS	200	10,9	500	15,5
Moyen-Orient	89 200	967,4	40 680	124,5
dont Arabie séoudite	35 700	426,5	4 770	35,6
-Irak	13 400	26,4	3 100	-
-Iran	12 000	182,8	21 000	31,8

Mer du Nord	1 800	279,4	3 820	170,3
Etats-Unis	3 700	382,5	4 140	484,6
Monde	138 300	3 252	125 700	1 908,0

Source British Petroleum, TEP = tonne équivalent pétrole.

NOTES

1. *Petroleum Economist*, March 1995, p. 14. Tous les chiffres indiqués sont cependant à considérer avec la plus extrême prudence, les pays producteurs ayant intérêt pour attirer les investissements à gonfler l'importance des réserves. Voir notamment le tableau en annexe.
2. GIROUX Alain, GICQUIAU Hervé, "Kazakhstan", *Le courrier des pays de l'Est*, no 397-398, pp. 43-50, p. 47.
3. GIROUX Alain, GICQUIAU Hervé, "Turkménistan", *Le courrier des pays de l'Est*, No 397-398, pp. 101-105, p. 102.
4. Pour un compte rendu plus complet, voir ROBERTS John, *Caspian Pipelines*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1996.
5. KAHN Michèle, GICQUIAU Hervé, "Azerbaïdjan", *Le courrier des pays de l'Est*, n° 397-398, mars-avril 1995, pp. 20-26, p. 25.
6. IISS, *Strategic Comments*, "Caspian oil", n° 10, 13 décembre 1995.
7. CUTHBERSON Ian, "Notre destin est en train de se jouer en Asie centrale", *Le temps stratégique*, septembre 1995, pp. 30-45, p. 44.
8. IISS, *op. cit.*
9. IISS, "Caspian Oil: No Way Out?", *Strategic Comments*, n° 4, 4 mai 1995
10. Le coût du projet était estimé à 1,2 milliard de dollars.
11. CUTHBERSON Ian, *op. cit.*, p. 43.
12. *Financial Times*, 11 mars 1996
13. *Moscow News*, n° 1-2, 16-22 janvier 1997.
14. Ce dernier sera ici délibérément laissé de côté.
15. Le Kazakhstan obtint 1,22 milliard de dollars pour 1995 et une promesse de certains donateurs d'un montant de 575 millions pour 1996. L'Azerbaïdjan obtint lui 430 millions de dollars. LAND Thomas, "Pipelines and politics", *The Middle East*, janvier 1996, pp. 25-26.
16. KAHN Michèle, GICQUIAU Hervé, "L'Azerbaïdjan", *op. cit.*, p. 24.
17. Ibid.
18. GIROUX Alain, GICQUIAU Hervé, "Kazakhstan", *op. cit.*, p. 48.
19. CUTHBERSON Ian, *op. cit.*, p. 43.
20. LAND Thomas, "Pipelines and politics", *The Middle East*, janvier 1996, *op. cit.*, p. 25.

21. Celle-ci pourrait cependant ne pas constituer un obstacle incontournable, toutes les parties concernées acceptant la construction d'un gazoduc et d'un oléoduc. Le projet avait initialement été négocié coté afghan, avec le chef ouzbek Rashid Dostom et son homologue tadjik Ismaël Khan à Hérat. Lorsque ce dernier fut chassé de la ville par les Talebans, ceux-ci s'opposèrent tout d'abord au projet en raison de l'exigence des Pakistanais d'en contrôler la totalité. Islamabad ayant accepté de partager les bénéfices ultérieurs avec les Talebans, ceux-ci ont alors donné leur accord au projet. Soucieux d'éviter la concentration d'une source importante de revenus dans les mains d'une partie adverse, pouvant le cas échéant accroître la régionalisation, le gouvernement de Kaboul s'oppose à la mise en oeuvre du projet jusqu'à l'instauration de la paix dans l'ensemble du pays. La prise de Kaboul par les Talebans n'a pour l'instant rien changé à cette situation. En dépit de leur contrôle total des zones que le double pipeline est censé traverser, les travaux n'ont toujours pas commencé.

22. Lors d'une conférence de presse organisée à Moscou le 7 novembre 1994, le ministre russe de l'énergie, Yuri Shafranik déclara, "We, by virtue of our labour, mind, energy have created all this", in UIBOPUU Henn-Jüri, "The Caspian Sea: a tangle of legal problems", *The World Today*, Vol. 57, n° 6, juin 1995, pp. 119-123, p. 120.

23. Celui-ci affirmait que le but de la Russie était "la création d'une communauté politique et économique intégrée d'Etats qui peuvent aspirer à une position respectée dans le monde". Le président russe y affirmait également que la CEI était désormais une zone "d'intérêts d'importance vitale" dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de la défense des Russes vivant à l'étranger", *OMRI Daily Digest*, Vol. 1, n° 181, 18 septembre 1995, p. 1. La problématique de l'énergie s'inscrit à l'évidence parfaitement dans le cadre de cette déclaration en raison du lien entre économie et sécurité.

24. Pendant toute la période de la guerre froide, la fourniture de gaz et de pétrole constitua pour Moscou un moyen de pression majeur sur le camp est-européen et les colonies de l'ancien empire, voir KACHIA Janri, "Caucase, le vrai-faux contrat du siècle", *Politique internationale*, No 70, Hiver 1995-1996, pp. 39-51, p. 48.

25. Voir notamment BARYLSKI Robert V., "Russia, the West and the Caspian Energy Hub", *Middle East Journal*, June 1995, pp. 119-123, p. 120.

26. Dont il apparut bien vite qu'il était un maillon de la chaîne reliant deux zones d'influence russes, à savoir l'Asie centrale et le Caucase. VEISI M., "The Caspian Sea, An Exception", *Salaam*, 31 mai 1995, p. 6.

27. La définition du statut juridique de la mer Caspienne (lac ou mer) ne constituait guère qu'un moyen de pression supplémentaire sur les Etats concernés, la Russie, étant dans tous les cas de figure, le partenaire incontournable de tout accord.

28. CUTHBERSON Ian, *op. cit.*, p. 35.

29. CUTHBERSON Ian, *op. cit.*, p. 36

30. "The Politics of Caspian Oil", IISS, *Strategic Comments*, n°10, 13 décembre 1995.

31. Sur les objectifs iraniens en Transcaucasie, voire DJALILI Mohammed-Réza, "L'Iran et la Transcaucasie", in DJALILI Mohammed-Réza (sous dir.), *Le Caucase postsoviétique: la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant, 1995, pp. 181-196.

32. Voir la chronologie établie par Edmund Herzig sur l'évolution des relations entre l'Iran et les républiques méridionales de l'ex-URSS in HERZIG Edmund, *Iran and the Former Soviet South*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1995, pp. 21-24.

33. Contre 350 millions de dollars, payables en fourniture d'électricité et la construction d'un oléoduc pour le Nakhitchévan, HERZIG Edmund, *op. cit.*, p. 41.

34. HERZIG Edmund, *op. cit.*, p. 41.
35. BEZANIS Lowell, "Joining Forces With Iran and Russia", *Transition*, Vol. 1, n° 14, 11 septembre 1995, pp. 70-73 & 87.
36. DOLAY Nur, "Rivalités pétrolières au Caucase", *Les conflits dans le monde*, Paris, *Le Monde diplomatique*, Février 1996, pp. 93-96, p. 95.
37. ÖGÜTCÜ Mehmet, *Eurasian Energy Prospects : Need For A Long-Term European Strategy*, Bruxelles, The Trans-European Studies Association (TEPSA), février 1994, p. 28.
38. DOLAY Nur, *op. cit.*, p. 95.
39. *Le Monde*, 25 mars 1996
40. Voir *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, The White House, février 1995, p. 21
41. Les intérêts des compagnies américaines dans ce domaine sont représentés par rien moins qu'un ancien président des Etats-Unis, Georges Bush, un ancien Secrétaire d'Etat, Alexander Haig et un ancien Sous Secrétaire d'Etat, Richard Perle.
42. BLANK Stephen, *op. cit.*, p. 397.
43. DOLAY Nur, *art. cit.* p. 94.
44. KACHIA Janri, *art. cit.* p. 47.
45. HERZIG Edmund, *op. cit.*, p. 45
46. CUTHBERSON Ian, *op. cit.*, p. 33.
47. *INSIDE Russia & the FSU*, Bulletin of the European Press Agency (EuroPA) - 15 octobre 1995.
48. Cité par ÖGÜTCÜ Mehmet, *Eurasian Energy Prospects...*, *op. cit.*, p. 32.
49. Signe de la détérioration du climat social, des manifestations de protestations se seraient produites au cours de l'été 1995.
50. Comme l'ont montré les hésitations américaines sur l'intervention en Bosnie.
51. Voir notamment l'article de Virginie Raison, "Les Spratley au coeur des tensions en Asie: fantasmes de conflits en mer de Chine", *Le Monde diplomatique*, mars 1996.
52. Comme le note un analyste japonais, "development of energy resources in the western region is a vital task for China towards the coming 21st century..." tandis qu'il observe que les mesures pour satisfaire la demande de pétrole pour la Chine sont directement liées avec la stabilité de la région occidentale du pays, ajoutant par ailleurs "the success of oil development in that region is an issue that moves in compliance with China's move in search for offshore fields, which is another option for that country. China's advance into the sea is a problem that influences the issues of territorial seas, competition over national interest, over maritime resources, and security regarding sea lanes. As it stands, oil development in the Sinkiang Region is an issue that requires international cooperation for security of the Asian region". Cité par BLANK Stephen, *op. cit.*, p. 395.
53. Pour une description de ces projets, voire GHORBAN Narsi, "The Evaluation of Recent Gas Export Pipeline Proposals in the Middle East", *The Iranian Journal of International Affairs*, Vol. VII, n° 2, été 1995, pp. 449-465.

RÉSUMÉS

L'auteur propose un examen du processus d'émergence graduelle du bassin de la mer Caspienne comme un nouvel enjeu des relations internationales, en raison notamment de la présence d'importants gisements d'hydrocarbures. Après avoir retracé l'histoire des tentatives d'appropriation des ressources du sous-sol de la Caspienne par des groupes d'intérêts régionaux et internationaux, il analyse les politiques contemporaines des acteurs en présence à la lumière de leurs objectifs respectifs. Il tente enfin de dégager quelques conclusions quant à l'avenir des rapports de force internationaux dans la région.